

# Feuille de route de l'indépendance tibétaine

WANG LIXIONG

Wang Lixiong publie « Feuille de route de l'indépendance tibétaine » sur la Toile en novembre 2008, après une accalmie relative des tensions de la révolte tibétaine du printemps 2008, et une fois les jeux Olympiques terminés<sup>(1)</sup>. Il expose sa nouvelle interprétation de la question tibétaine, une approche analytique, inédite chez lui auparavant, mûrie à la lueur des événements récents. Il propose une vision novatrice de la crise tibétaine, de ses origines profondes et, finalement, de son évolution vers l'indépendance tibétaine. « Feuille de route » se compose de trois parties : 1) Ligne de démarcation : les événements de mars, 2) Le dilemme du régime impérial, 3) Comment le Tibet se dirige vers l'indépendance. La première partie a été traduite en anglais par Lingxi Kong, et largement diffusée sur le net<sup>(2)</sup>. C'est pourquoi il a été décidé de traduire en français la deuxième partie qui est sans doute la plus pertinente pour comprendre la réflexion de l'auteur. Il élabore une analyse de la nature des institutions bureaucratiques et montre les apories du système.

Afin de donner une vue d'ensemble de son long texte, un court résumé de la première partie précèdera la traduction.

La troisième partie, non traduite ici, présente la vision de l'auteur des différents scénarios pour aboutir à l'indépendance qui selon lui ne pourra se faire qu'au prix d'une grande violence et d'effusions de sang.

Au moment où cette traduction est achevée, le 13 juin 2009, TibetInfoNet annonce l'arrivée de Wang Lixiong à Dharamsala pour une visite de deux mois organisée par l'Association des écrivains tibétains<sup>(3)</sup>. Note de la traductrice.

## Les événements de mars : un tournant (résumé)

C'est seulement après les événements tibétains du printemps 2008 que l'éventualité de l'indépendance tibétaine est devenue, aux yeux de Wang Lixiong et d'une partie des observateurs internationaux, une issue sérieusement envisageable à la question tibétaine. La thèse de Wang Lixiong est que cette issue a été rendue possible par ces mêmes bureaucrates chinois qui travaillent dans des institutions censées lutter contre le séparatisme. En effet, selon Wang Lixiong, il est dans l'intérêt de ces institutions et de leur personnel d'entretenir et d'exagérer l'existence des problèmes séparatistes en Chine. Cela leur confère un grand pouvoir décisionnel au sein de l'État et d'importants moyens d'action et d'intervention. Dans des périodes de tension importante, ce sont les bureaucrates chargés de la lutte contre les séparatismes qui détiennent le vrai pouvoir décisionnel en RPC, plus que le gouvernement. La dureté des moyens mis en œuvre par les bureaucrates pour résoudre une crise donnée provoque en général le durcissement de la crise elle-même, ce qui provoque la mise en œuvre de

moyens encore plus sévères et, par conséquent, des réactions toujours plus violentes. Selon Wang Lixiong, les bureaucrates chargés de l'anti-séparatisme en Chine provoquent sciemment ce processus qui vise à alimenter indéfiniment les crises. Ainsi, ils assurent et consolident le caractère indispensable de leur rôle au sein de l'État, leur pouvoir de décision et d'action, et leurs intérêts économiques. La nouvelle caractéristique de l'action des bureaucrates pendant la révolte tibétaine de 2008, écrit Wang Lixiong, a été d'avoir su transformer la question tibétaine en conflit ethnique et racial où une grande partie de la population han dans le monde entier s'est insurgée contre les Tibétains et a exprimé son soutien au gouvernement chinois.

1. Pour « Xizang duli luxiantu », le texte original chinois de « Feuille de route de l'indépendance tibétaine », voir la banque d'articles en ligne de Wang Lixiong, *Wang Lixiong wenku*, URL : <http://wlx.sowiki.net/>.  
L'URL précis de l'article dont il est question ici est : <http://wlx.sowiki.net/?action=show&id=321>.
2. Pour une traduction anglaise de la première partie de « Feuille de route de l'indépendance tibétaine », voir « Roadmap to Tibetan Independence », Lingxi Kong trad., URL : <http://wlx.sowiki.net/?action=show&id=322>.
3. [www.tibetinfonet.net](http://www.tibetinfonet.net), News Digest, 6 au 19 juin 2009). TibetInfoNet annonce aussi la visite à Dharamsala d'un groupe d'écrivains chinois invités par l'Association des écrivains tibétains et qui ont été reçus en audience par le dalaï-lama.

## Comment les intellectuels chinois parlent-ils du Tibet ?

Marie Holzman

L'intérêt, sincère et circonstancié, d'une partie de la population chinoise pour le Tibet est beaucoup plus récent que celui des Occidentaux pour le Toit du Monde. Il est vrai que, jusqu'à la fin des années 1980, les écrits chinois sur le Tibet, qui n'émanaient pas directement du Département de la propagande ou de l'Institut des minorités, étaient très rares. Les temps ont changé ! Depuis l'élection de Ma Ying-jeou et le retour au pouvoir du Guomindang à Taiwan, le Détroit de Taiwan n'apparaît plus comme un obstacle aussi insurmontable à l'unité nationale. Du coup, la question tibétaine prend une ampleur inégalée, qui oblige les acteurs de la vie politique chinoise, et les penseurs du mouvement démocratique en exil à se positionner beaucoup plus clairement qu'autrefois, et à rejoindre, ou à se dissocier, des rares précurseurs qui ont ouvert la voie dès les années 1970.

L'un des premiers opposants chinois à s'être prononcé sur la question tibétaine est Wei Jingsheng qui, dès ses premiers écrits durant le Printemps de Pékin de l'hiver 1978-1979, a évoqué le sort des prisonniers politiques tibétains, enfermés dans la prison Qincheng sur ordre du Président Mao Zedong durant les années 1960 et 1970. Durant sa propre incarcération de 18 ans pour crime d'opinion, Wei Jingsheng a rédigé de longues missives à l'intention de Deng Xiaoping pour lui exposer sa vision des relations sino-tibétaines et lui faire quelques suggestions quant à l'attitude à adopter à l'égard du Tibet. Durant les quelques mois de liberté dont il a pu profiter entre septembre 1993 et mars 1994, Wei Jingsheng a réussi à transmettre un courrier en Inde à l'intention du dalaï-lama, pour l'assurer de son amitié indéfectible et du désir qu'il avait de le rencontrer un jour. Ce désir a fini par se réaliser en 1998, quelques mois après l'expulsion de Wei Jingsheng vers les États-Unis, et les deux hommes ont souvent eu l'occasion d'échanger quelques propos lors de leurs multiples échanges au hasard de rencontres internationales. Un autre célèbre opposant chinois, Liu Xiaobo, osa s'adresser en 1996 directement dans une lettre ouverte au Secrétaire général du Parti et Président de l'époque Jiang Zemin pour lui demander de modifier sa poli-

tique à l'égard du Tibet et appeler à une nouvelle alliance entre le Parti communiste et le Guomindang. Cette audace lui vaudra trois ans de rééducation par le travail. Dans un article paru peu avant sa dernière arrestation en décembre 2008, Liu Xiaobo s'exprimait de nouveau sur le Tibet en affirmant que « tant que le Tibet ne retrouvera pas la liberté, la Chine ne sera pas démocratique ».

Pourtant, les prises de position publiques de ce genre sont restées extrêmement rares à l'intérieur comme à l'extérieur de la Chine. Après 1989, et la fuite en Occident d'un grand nombre d'intellectuels chinois, tels Chen Yizi, Cai Chongguo, Wan Runnan et tant d'autres, des rencontres entre le dalaï-lama et les intellectuels chinois se produisent un peu plus souvent. Persuadés que la démocratisation de la Chine était imminente, les exilés politiques s'adressaient alors aux Tibétains qu'ils rencontraient comme s'ils seraient à même de bientôt « résoudre le problème tibétain » une fois qu'ils accéderaient au pouvoir, mais ils le faisaient souvent avec une certaine condescendance, n'envisageant même pas que les Tibétains puissent réclamer le droit à l'autodétermination ou, pire encore, à l'indépendance !

Quelques rares originaux comme Tang Boqiao, réfugié en France puis aux États-Unis, ou Moli, réfugiée en Suède, prenaient fait et cause pour les Tibétains et tentaient de défendre ce point de vue devant leurs lecteurs chinois. Ils furent plutôt mal perçus, ou simplement ignorés, tant la conviction de l'appartenance historique du Tibet au territoire national restait une donnée incontestable pour la grande majorité des Chinois.

En Chine même, la personnalité la plus investie dans la défense de la culture tibétaine est sans nul doute l'écrivain Wang Lixiong, qui entreprit son premier voyage au Tibet dès 1984, et qui y retourna entre 1995 et 1998 pour rédiger un livre intitulé *Tianzang* (*Funérailles*

1. Gongmeng or Open Constitution Institute, *Zangqu 3.14 shijian shehui jingji chengyin diaocha* (« Research into the Social and Economic Causes of the March 14th Event in Tibet »), [http://www.gongmeng.cn/@admin/upload\\_files/down/BOZsHov8915454.doc](http://www.gongmeng.cn/@admin/upload_files/down/BOZsHov8915454.doc).

*célestes, le destin du Tibet*). Après s'être rendu en Inde et avoir engagé de longues discussions avec le dalaï-lama, Wang Lixiong publia en 2002 *Yu Dalailama Duihua* (*Discussions avec le dalaï-lama*). En 2003, il signa une pétition en compagnie de 24 autres intellectuels chinois pour demander la présence d'avocats indépendants à l'occasion du procès de Tenzin Delek Rinpoche, accusé d'être compromis dans un attentat à la bombe commis en décembre 2002. Wang Lixiong considère que la « voie médiane » prônée par le dalaï-lama pour résoudre la question tibétaine est la seule solution viable et a souvent demandé au gouvernement chinois de l'envisager comme base de négociations futures. Il a longuement exposé son point de vue dans un essai traduit en anglais sous le titre *Unlocking Tibet*. Depuis les soulèvements de mars 2008 à Lhassa, et la répression qui s'est de nouveau abattue sur la Région autonome du Tibet et les régions occupées par des Tibétains dans les provinces du Sichuan, du Qinghai ou du Gansu, de plus en plus de citoyens chinois se sont sentis concernés par le sort des Tibétains et ont tenté de favoriser un rapprochement entre Chinois et Tibétains de l'extérieur, dans l'espoir de calmer les tensions extrêmes qui commençaient à se faire sentir en Chine comme hors de Chine. Yang Jianli, qui travaille à l'Université de Harvard, s'investit dans l'organisation de « rencontres interculturelles et interreligieuses », sous l'égide d'une organisation appelée « Initiatives for China ». À Washington, Wei Jingsheng et d'autres militants vietnamiens, birmanes, tibétains, ouïghours ont créé une alliance pour la démocratie en Asie en 2007. À Paris, une Alliance d'amitié sino-tibétaine s'est créée à l'occasion du vingtième anniversaire du massacre de la place Tiananmen, durant lequel Chinois et Tibétains ont commémoré ensemble les victimes de la répression chinoise de 1989.

Plus significatif encore, de nombreux avocats et intellectuels travaillant en Chine ont pris publiquement position pour tenter d'introduire des notions de droit et une réflexion historique et sociologique dans le débat sur l'attitude à adopter pour ramener le calme dans les régions où vivent les Tibétains de Chine. Dès le printemps 2008, des chercheurs d'un centre de recherches intitulé Beijing Gongmeng Consulting Co., Ltd, ou Open Constitution Institute <sup>(1)</sup>, ont publié une longue étude sur les « causes sociales et économiques des évé-

nements du 14 mars 2008 au Tibet ». Les auteurs, Fang Kun, Li Xiang, Huang Li et Wang Hongzhe soulignent le manque de réelle autonomie dans les régions frontalières de la Chine et font le lien entre la violence sociale et la situation économique dans la Région autonome du Tibet, du Xinjiang ou de la Mongolie, caractérisée par le chômage, la pauvreté, le manque de soins et le peu d'investissement dans l'éducation des différentes ethnies non han. Ils rappellent les engagements pris par le gouvernement chinois et inscrits dans la Constitution concernant l'autonomie régionale.

Par ailleurs, des intellectuels de divers horizons, tels Wang Lixiong, Liu Xiaobo, l'écrivain chrétien Yu Jie, le Professeur Ding Zilin, mère d'une victime de la place Tiananmen, quelques dizaines en tout, se sont mobilisés pour faire circuler une pétition intitulée « Douze propositions pour gérer la situation au Tibet », qui demande entre autres de mettre fin à la censure de l'information concernant la réalité de la répression dans les zones tibétaines. De plus, 21 avocats, tels Teng Biao, Xu Zhiyong, Jiang Tianyong et Li Fangping ont proposé leur aide aux Tibétains comparaissant devant les tribunaux chinois. À cause de leur engagement en faveur des Tibétains, une vingtaine d'entre eux ont perdu leur licence d'avocats le 1<sup>er</sup> juin 2009, mais Li Fangping a tout de même réussi à obtenir la libération d'un moine, Phurbu Rinpoche, faussement accusé d'acte terroriste, en avril 2009. C'est, d'après Li Fangping, la première fois qu'un avocat chinois a pu se porter au secours d'un Tibétain !

Il est rassurant que des voix s'élèvent de plus en plus nombreuses pour éviter que le problème tibétain se transforme un jour en un « problème tchéchène », où la violence deviendrait la seule issue pour résoudre les problèmes d'une cohabitation imposée. •

Wang Lixiong et le Dalai Lama  
à Dharamsala en juin 2009  
© Wang Lixiong



## Les impasses du régime impérial

### Quand l'anti-séparatisme devient un gagne-pain

La fonction principale d'un pouvoir impérial est de préserver l'intégrité de ses régions frontalières. De ce fait, le statut des organes chargés de « lutter contre le séparatisme » est primordial. Phuntsog Wanggyal – fondateur du Parti communiste tibétain qui occupa, autrefois, des fonctions élevées au sein du PCC – a défini ces organes et leurs employés comme des individus qui utilisaient l'anti-séparatisme pour « gagner leur riz, monter en grade et faire fortune ». Cela est dû au fait que plus le soi-disant « séparatisme » est grave, plus le pouvoir que l'empire confère à ces organes et à ses employés sera important, et plus conséquentes seront les ressources mises à leur disposition. C'est pour cela que, instinctivement, ils souhaitent que le problème du « séparatisme » se perpétue à jamais. Dans l'intérêt de ces organes et de leurs employés, non seulement il faudrait ne jamais résoudre les questions ethniques, mais il faudrait au contraire délibérément accentuer les conflits, exagérer les crises « séparatistes », transformer des problèmes insignifiants en questions de principe, créer des troubles là où n'y en a pas, ou les monter en épingle. Tantôt, pour mettre en avant leurs mérites, les fonctionnaires renforcent la répression dans une situation donnée au point de provoquer la radicalisation des conflits ; tantôt ils refusent d'assumer leurs erreurs afin de ne pas engager leur responsabilité, et ils couvrent les petites fautes par des fautes plus grandes. Face à leur manque de discernement à l'occasion des événements récents, certains ont pu conclure que les fonctionnaires en place étaient des idiots. Mais ce n'est pas le cas ; ils sont très intelligents. Ce n'est pas qu'ils n'ont pas conscience que leurs actes portent préjudice à la collectivité ; et s'ils ont manqué de discernement, c'est parce que leur but n'est pas le bien commun, mais l'intérêt personnel. Prenons l'exemple des fonctionnaires en poste à l'étranger qui y ont organisé les « océans rouges » des manifestations d'étudiants chinois : une grande partie d'entre eux a reçu une éducation en Occident, où ils résident depuis longtemps. Ils savent pertinemment que les manifestations provoqueraient l'antipathie certaine des populations et des médias du pays où ils demeurent et que, en agissant ainsi, ils dégraderaient l'image de la Chine. Mais leur carrière de fonctionnaires ne dépend pas des goûts du pays où ils sont en poste, mais du degré de satisfaction des dirigeants et des autorités compétentes en Chine. Pour les

dirigeants chinois c'était un honneur de voir à la télévision les pays occidentaux parsemés de drapeaux brandis par des patriotes chinois. Puisque les dirigeants se réjouissaient, les fonctionnaires en poste à l'étranger savaient qu'ils augmentaient leurs chances de promotion. Voilà où se situe leur motivation. Quant à la possibilité de mettre l'État en danger, cela ne pourra pas leur être imputé personnellement et ils ne pourront pas en être tenus responsables ; ils n'ont donc pas besoin de se faire de soucis.

J'ai dit plus haut que la clique bureaucratique concernée par le Tibet avait attribué les événements de mars 2008 à la « clique du dalaï-lama » afin de se débarrasser de toute responsabilité. Cependant pour certaines de ses composantes – la sécurité publique, la sécurité d'État, la police armée, et d'autres organes – la situation ne se présente pas tout à fait de la même manière. Leur devoir est de prévenir les attaques des « forces hostiles » et des « forces extérieures » et pourtant ils permettent à la « clique du dalaï-lama » d'obtenir un tel succès « organisé, prémédité et soigneusement planifié ». Là où leur responsabilité devrait être fortement engagée, pourquoi acceptent-ils tacitement des propos défavorables à leurs institutions ? Outre leur indulgence inévitable pour leur propre groupe d'intérêt, cela montre un autre aspect de l'habileté de la clique bureaucratique : le simple refus d'assumer ses responsabilités est une tactique bureaucratique élémentaire, la réponse plus subtile consiste à transformer les crises en opportunités de profit. Ces départements chargés de faire régner l'ordre et d'exercer la répression ne prennent jamais leur part de responsabilités ; au contraire, ils imputent les incidents au manque de ressources, aux crédits déficients, aux trop grandes limites imposées à l'exercice de leur pouvoir, à une politique trop modérée et autres « raisons externes ». Et une fois réprimée dans le sang et par la force la résistance des Tibétains, ils deviennent en un clin d'oeil les héros de la « lutte contre l'ennemi ». Non seulement ils n'ont pas commis de faute, mais ils ont démontré leur mérite, et ont apporté la preuve que la seule arme magique est la répression brutale. Ils peuvent alors tirer les « leçons » de leur trop grande mansuétude passée pour demander plus de moyens, plus de pouvoir, et renforcer ainsi leur position. En général, ce genre de subtilité marche toujours, car il suffit d'utiliser les asymétries d'information pour dépeindre la violence des événements et le dan-

ger de « séparatisme » pour effrayer sans peine les plus hauts dirigeants du régime impérial. Et pour ces derniers, la sécurisation des frontières de l'empire n'a pas de prix.

Il est prévisible que les événements tibétains de 2008 contribueront largement à interrompre le processus menant à une plus grande ouverture du pouvoir chinois. En même temps, il se peut aussi que les réformes visant à se débarrasser de l'État policier en Chine prennent fin prématurément, surtout dans les régions occupées par des ethnies non han où les méthodes d'approche les plus modérées, qui étaient depuis le début de toute façon très minoritaires, sont en train de disparaître. Là où le pouvoir s'était quelque peu radouci, il s'endurcit de nouveau et a, une fois de plus, tendance à se centraliser. La situation politique à venir dans les régions ethniques se dirige inévitablement vers le fascisme sous couvert d'« anti-séparatisme » et d'« anti-terrorisme ».

Les bureaucrates poursuivront toujours la recherche de leur intérêt personnel sous n'importe quel système, cela n'a rien de surprenant. Néanmoins un bon système peut insérer la recherche de l'intérêt des bureaucrates dans des mécanismes vertueux, tandis qu'un mauvais système produira des résultats néfastes. Le fait de tolérer que l'intelligence des bureaucrates soit pertinemment utilisée pour nuire au pouvoir et à l'État constitue vraiment l'une des tares du système despotique mais c'est également la cause interne de ce qui provoquera finalement l'effondrement du despotisme.

### Le « caractère démocratique des cliques bureaucratiques »

Néanmoins, et cela ne manque pas d'étonner, alors que la caractéristique des pouvoirs despotiques est que l'échelon supérieur détermine la qualité de l'échelon inférieur, même si les bureaucrates recherchent leur intérêt personnel ou celui de leur département, pourquoi endossent-ils les actes irréfléchis de leurs subalternes sans interférer et imposer une direction d'ensemble ?

Nous n'essayerons pas ici de nous faire une idée de la confusion d'esprit qui règne dans les dictatures, même si l'histoire montre que la probabilité d'une telle confusion due à l'absence d'accès aux nouvelles véritables dépasse de loin l'hypothèse de la clairvoyance des dictateurs. Ils perdent ainsi la possibilité de ramener les instances subalternes dans une nouvelle direction. C'est cette particularité qui explique pourquoi, si les dictatures peuvent, vues depuis l'extérieur, sembler capables de maintenir un contrôle absolu, des possibilités de mise en échec ponctuelles du pouvoir subsistent toujours à l'intérieur. Ce n'est qu'en respectant la condition

indispensable de ne pas léser les intérêts des groupes de pression bureaucratiques que les dirigeants peuvent se faire obéir au doigt et à l'œil par leurs administrés et maintenir une apparence de dictature infaillible. Pourtant, dans la marche quotidienne des affaires, la politique des dictateurs n'est plus qu'une coquille vide, qu'il devient impossible de mettre en place et d'appliquer. C'est à ce moment là que son caractère dictatorial commence à prendre l'eau. C'est cet état de choses que j'appelle « caractère démocratique des cliques bureaucratiques ».

[...]

Les cliques bureaucratiques ayant grandement souffert pendant la Révolution culturelle, son souvenir s'est gravé dans leur esprit et elles sont bien déterminées à empêcher à jamais qu'une situation où des dirigeants despotiques détruisent la bureaucratie puisse se reproduire. Des politiques telles que la « construction du Parti » et la « démocratisation interne du Parti » mises en œuvre par le PCC dans les décennies de l'après-Mao, montrent bien la volonté de renforcer « le caractère démocratique des cliques bureaucratiques » et de les protéger d'éventuelles attaques des dirigeants. De même, le contenu principal des réformes chinoises, à savoir la déconcentration des pouvoirs, vise fondamentalement à conférer plus de pouvoir aux cliques bureaucratiques. De nos jours, le Parti communiste a déjà constitué en son sein des mécanismes de restriction performants et les cliques bureaucratiques possèdent désormais des capacités très vastes. Il ne serait plus possible que se produisent des épurations internes au Parti par des fonctionnaires cruels, des mouvements de masse comme pendant la Révolution culturelle, ni des luttes entre lignes politiques qui aboutiraient à des divisions au sein du Parti. De nos jours, les luttes de pouvoir dans les hautes sphères du PCC se sont sérieusement affaiblies (comme jamais elles ne l'ont été dans l'histoire du Parti), la transmission du pouvoir aussi est devenue plus procédurale. Cela est sans doute principalement dû au fait que le « caractère démocratique des cliques bureaucratiques » est en train de faire son effet.

Il s'agit là d'un changement fondamental. Durant la période de l'idéologie triomphante, où les manœuvres pour contrôler le pouvoir au sommet reproduisaient la « lutte entre les deux lignes », les bureaucrates devaient se résoudre à garder une attitude passive : en choisissant de suivre tour à tour les représentants de différentes lignes, ils ne pouvaient que monter et couler avec eux. Mais quand la préservation du pouvoir et l'obtention du profit sont devenues les objectifs principaux du PCC, ceux qui contrôlent le pouvoir et les profits, c'est-à-dire les cliques bureaucratiques, sont devenues les poutres



maîtresses de l'édifice du Parti. Les luttes internes, désormais dépourvues d'arrière-plan idéologique, se sont muées en discutailleries incohérentes, et n'ont plus de scène légitime où s'exposer. Avec le renforcement progressif du « caractère démocratique des cliques bureaucratiques », les luttes internes au Parti, qui ne servaient pas les intérêts de la bureaucratie dans son ensemble, ont été en grande partie étouffées par les bureaucrates qui ont fait front commun. Le PCC d'aujourd'hui en est sorti moins divisé et plus pragmatique que par le passé. Les détenteurs du pouvoir dans les hautes sphères ne peuvent plus jouer comme autrefois les dictateurs, qui se plaçaient au-dessus des cliques bureaucratiques ; ils sont devenus maintenant les coordinateurs et les porte-paroles de leurs intérêts. De nos jours, c'est seulement en maximisant les possibilités de profit pour les cliques bureaucratiques que les détenteurs du pouvoir au sommet peuvent obtenir en échange leur soutien et conforter ainsi leur propre position.

Les cliques bureaucratiques connaissent bien la machine du pouvoir politique et savent parfaitement la gérer. Une fois mis en place ce mécanisme de contrôle sur les hautes sphères du pouvoir, les bureaucrates savent l'exploiter au maximum. Ils ont la capacité de décider, en toute discrétion, des carrières des plus hauts dirigeants, des mutations au sein du personnel, de la réorientation des politiques. Tant qu'ils posséderont de tels avantages, ils ne se contenteront pas simplement d'éviter que se produisent des épurations ou des « révolutions culturelles » au sein du Parti, ils sauront se garder de tout ce qui pourrait leur nuire et utiliser ces facultés pour en tirer des bénéfices personnels de plus en plus substantiels. Ainsi, considérer cette prétendue « démocratie interne au Parti » comme une étape vers une démocratie à la chinoise revient à se fourrer le doigt dans l'œil. La « démocratie interne au Parti » n'est qu'une autre appellation pour « le caractère démocratique des cliques bureaucratiques ». Cela n'a absolument aucun rapport avec une démocratie chinoise, ou une démocratie du peuple.

### Pourquoi la question tibétaine demeure irrésolue

Comprendre le concept de « caractère démocratique des cliques bureaucratiques » et sa fonction au sein du PCC permet de comprendre les raisons pour lesquelles la politique chinoise en vigueur au Tibet ne peut pas changer. Tout changement compromettrait 13 administrations de niveau provincial ou ministériel concernées par le Tibet, et un total de 24 administrations de lutte contre le séparatisme en géné-

ral<sup>(4)</sup>. Tous ceux qui comprennent la Chine connaissent les méthodes consistant à « tromper ceux qui sont au-dessus et intimider ceux qui sont en dessous » (*man shang qi xia*), « pour chaque politique décidée en haut, appliquer une contre-mesure en bas » (*shang you zhengce, xia you duice*) ou encore « gouverner l'univers grâce au mot “repousser” » (*yige tuo zi ding qiankun*). Si même une seule administration n'appliquait pas la politique du gouvernement central, celui-ci serait dans l'incapacité de les ramener dans le rang. Que se passerait-il si les 24 départements s'alliaient contre lui ?

L'autorité des dirigeants au sein du PCC aujourd'hui ne peut absolument pas se comparer au prestige dont jouissaient autrefois Mao Zedong et Deng Xiaoping. Non seulement les compétences et les résultats font défaut, mais il n'y a pas non plus de personnalités charismatiques (à savoir, des personnes qui pourraient user de leurs qualités exceptionnelles ou de leurs capacités d'entraînement pour mobiliser les foules). Les dirigeants actuels appartiennent tous à des familles de bureaucrates et ils ont tous trempé dans le système bureaucratique pendant des années ; ils sont tous extrêmement familiers des normes des milieux officiels et ils ont tous progressivement grimpé jusqu'aux positions les plus prestigieuses en suivant les échelons de la hiérarchie. Comment pourraient-ils ne pas connaître le caractère redoutable des méthodes mises en œuvre par les cliques bureaucratiques ? Qu'ils puissent envisager de suivre une autre voie est impensable ; et quand bien même ils s'y essaieraient, les difficultés qu'ils rencontreraient seraient telles qu'ils reculeraient. Ils n'ont pas l'âme de dirigeants, ils sont simplement montés jusqu'au plus haut sommet de la bureaucratie. Ils n'ont pratiquement aucune qualité exceptionnelle. Leur unique objectif consistant à détenir le pouvoir, ils ne s'engagent jamais sur un terrain glissant. Par conséquent, il est difficile d'attendre de ces dirigeants bureaucratiques des décisions ou des remises en question personnelles qui pouvaient se produire chez des dictateurs tels que Mao et Deng. Après les événements tibétains qui se sont produits récemment, pendant un long moment, il n'y a eu aucune réaction des hautes sphères du PCC, et tout a été géré par les départements de « lutte contre le séparatisme » ce qui, de fait, constitue la vraie spécificité de ces événements. En effet, 24

4. Dans la première partie de cet article (qui n'est pas traduite ici), Wang Lixiong dresse la liste des administrations chinoises concernées – directement ou indirectement – par le Tibet et la lutte contre les séparatismes. Il s'agit des institutions provinciales, du Département du travail du front uni, des ministères de la Sécurité d'État et de l'Ordre publique, de l'armée, de la police armée mais aussi, plus indirectement, des régions autonomes du Xinjiang et de Mongolie intérieure, de la Commission centrale des politiques et des lois, etc. (NDT).

départements « anti-séparatistes », qui couvrent tous les aspects du pouvoir et possèdent un assortiment complet de cachets officiels, d'armes et de stylos, ont permis de constituer une chaîne complète du pouvoir, allant de la décision à l'exécution en passant par la coordination. Cela leur a permis, en l'absence de toute instruction des hauts dirigeants, de parvenir à s'auto-coordonner et à fonctionner de manière autonome.

Tout ceci mis à part, le PCC d'aujourd'hui est tombé dans le piège tendu par lui-même. D'un parti révolutionnaire, il a dégénéré en clique de pouvoir, et la souveraineté qui sert de noyau du pouvoir ainsi que le nationalisme qui la renforce sont devenus les uniques idéologies substantielles. Le bourrage de crâne et l'inlassable réécriture de l'histoire effectués au nom de la collectivité nationale ont fait en sorte que les Chinois ordinaires sont convaincus que les territoires que la Chine a jadis occupés par des méthodes impérialistes « appartiennent à la Chine depuis la nuit des temps ». C'est cette situation qui conduit à ce que les bureaucrates chargés de la lutte contre les séparatismes détiennent le monopole du politiquement correct, qu'ils ont le soutien de l'opinion publique et constituent un pouvoir inamovible. La lutte contre les séparatismes peut être utilisée à la fois comme un bouclier et comme une arme : personne n'ose formuler des objections à cette politique, et elle peut à tout moment servir à lancer une offensive. L'association de 24 départements chargés de l'« anti-séparatisme », et le fait qu'ils occupent le point culminant de la seule idéologie à dimension concrète, leur confèrent un pouvoir si colossal qu'ils auraient la capacité de lancer une « procédure démocratique interne au Parti » pour déclencher un coup d'État. Au nom de la sauvegarde d'une souveraineté d'État peu efficace, ils pourraient relever de leurs fonctions les dirigeants haut placés en désaccord avec eux, et ils auraient une facilité extrême à gagner le soutien de l'opinion publique à l'intérieur et à l'extérieur du Parti. Par conséquent, les leaders du PCC – qui ne vivent que pour le pouvoir – connaissent les menaces qui les guettent. Afin de ne pas laisser le moindre prétexte à leurs adversaires pour s'emparer d'une parcelle de terrain, et pour éviter toute attaque issue de l'opinion publique, ils choisissent toujours de « pencher à gauche<sup>(5)</sup> », car ils ne pourront jamais accepter l'idée de mettre en danger leur statut en faisant des propositions nouvelles. Même s'ils savent pertinemment qu'en continuant de la sorte ils risquent de provoquer des crises encore plus sérieuses, tout ce qu'ils peuvent faire est de repousser le plus tard possible le moment où la prochaine crise va se produire. La transformation du système de pouvoir à vie en un système où la responsabilité est

assumée à tour de rôle est en apparence un progrès, mais en réalité elle incite chaque dirigeant à « passer la patate chaude », afin de s'assurer que rien de fâcheux ne survienne pendant son mandat. Quant aux crises qui, bien que retardées, finissent toujours par éclater, ce sera à un autre leader de s'en occuper.

Ainsi, le fait que la société internationale soit demandeuse de rencontres entre les dirigeants chinois et le dalaï-lama, que le dalaï-lama souhaite discuter directement avec les leaders du PCC en contournant les strates intermédiaires, et les élites tibétaines envoient des lettres aux hautes instances du PCC pour tenter de les convaincre démontre, à mes yeux, que les véritables facteurs déterminants ne sont pas encore bien connus. La solution de la question tibétaine ne relève aucunement de l'arbitrage des hautes instances du PCC. Bien que dans des circonstances particulières les hautes instances en question puissent mettre en avant certaines mesures concernant la question tibétaine, elles n'auront néanmoins qu'une valeur stratégique et n'affecteront jamais la pratique. Le fait de savoir que l'influence de l'« anti-séparatisme » occupe une place si grande et si importante dans les structures du pouvoir chinois, permet de comprendre qu'espérer résoudre la question tibétaine en comptant sur les leaders du PCC eux-mêmes (fussent-ils des plus éclairés) n'est qu'une vaine illusion. •

• Traduit du chinois par Lara Maconi

5. La gauche est associée à la ligne plus idéologique et donc plus dure au sein du parti (NDLR).